

# L'amiante dans les bâtiments

par **Philippe COURRÈGES**

Responsable Management de la sécurité, Bureau Veritas France

## Bibliographie

COURRÈGES (P.). – *Le désamiantage des bâtiments*. Éditions du Moniteur, août 1997.

Guide pratique de l'OPPBTP. – *Traitement et dépose de l'amiante en place*. 2<sup>e</sup> trimestre (1996).

Effets sur la santé des principaux types d'exposition à l'amiante. Rapport de l'INSERM - Édition INSERM (1997).

Guide de prévention de l'exposition à l'amiante dans les travaux d'entretien et de maintenance.

INRS, ministère du Travail, OPPBTP et CNAMTS. Disponible auprès du ministère du Travail, fév. 1998.

Travaux de retrait ou de confinement d'amiante ou de matériaux en contenant. Guide de prévention. L'amiante dans l'entreprise. L'amiante dans les bâtiments. Guide de repérage des produits dégradés. Précautions à prendre. Ministère du Travail, juin 1997.

L'amiante dans les bâtiments. Propriétaires, comment appliquer la réglementation - L'amiante

dans les bâtiments. Propriétaires, comment aborder l'après-diagnostic. Plaquette conjointe ministère de la Santé et ministère de l'Équipement, déc. 1996.

Dossiers pour le médecin du travail. Publiés par l'INRS DMT n° 78, 2<sup>e</sup> trimestre (1999). Rapport du Professeur Got sur l'application de la réglementation amiante,

<http://www.santé.gouv.fr/amiante>.

Code de la sécurité sociale. DALLOZ (2001).

## Réglementation

Arrêté du 17 octobre 1977 fixant les prescriptions applicables aux transports de déchets dangereux.

Directives du Conseil 83/477/CEE du 19 mars 1983. Directives européennes sur la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à l'amiante pendant le travail.

Arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Directives du Conseil n° 87/217/CEE du 19 mars 1987. Textes concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'environnement par l'amiante. Annexe : Méthodes de prélèvement et d'analyse.

Décret n° 88-466 du 28 août 1988. Textes relatifs aux produits contenant de l'amiante (étiquetage et conseils de sécurité).

Directives du Conseil 91/382/CEE du 25 juin 1991 modifiant la directive 83/477/CEE du 19 mars 1983.

Directive du Conseil 92/57/CEE du 24 juin 1992 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles.

Recommandation de la CNAM R 371. Recommandation relative aux travaux ou interventions sur flocage d'amiante ou matériaux contenant de l'amiante.

Décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection des populations contre les risques sanitaires liés à l'exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Décret n° 96-98 du 7 février 1996. Protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Circulaire DGS/VS3/DRT/CT4/DHC/TEI/DPPR/BGTD n° 290 du 26 avril 1996 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Arrêté du 14 mai 1996. Règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de retrait d'amiante ou de matériaux friables contenant de l'amiante.

Arrêté du 6 décembre 1996 portant application de l'article 16 du décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante fixant le modèle de l'attestation d'exposition à remplir par l'employeur et le médecin du travail (JO 1<sup>er</sup> janvier 1997).

Arrêté du 13 décembre 1996 portant application des articles 13 et 32 du décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre

les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante déterminant les recommandations et fixant les instructions techniques que doivent respecter les médecins du travail assurant la surveillance médicale des salariés concernés.

Circulaire du 9 janvier 1997. Élimination des déchets d'amiante-ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics, des produits amiante-ciment retirés de la vente et provenant des industries de fabrication d'amiante-ciment et des points de vente ainsi que tous les autres stocks.

Décret n° 97-855 du 12 septembre 1997 modifiant le décret n° 96-97 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Arrêté du 28 novembre 1997 relatif aux compétences des organismes procédant à l'identification d'amiante dans les flocages, les calorifugeages et les faux-plafonds.

Arrêté du 26 décembre 1997 modifiant l'arrêté du 14 mai 1996 relatif aux règles techniques et de qualification que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait d'amiante.

Décret n° 97-1219 du 26 décembre 1997 modifiant le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Arrêté du 26 décembre 1977 portant homologation de référentiels servant de base à la délivrance du certificat de qualification des entreprises chargées du retrait et du confinement de l'amiante friable.

Arrêté du 15 janvier 1998 relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des faux-plafonds.

Décret n° 98-332 du 29 avril 1998 relatif à la prévention des risques dus à l'amiante à bord des navires.

Circulaire DGS/VS3/DGUHC/QC1/DPPR/BGTD n° 98-589 du 25 septembre 1998. Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Circulaire DRT n° 98-10 du 5 novembre 1998.

Arrêté du 21 décembre 1998 relatif aux conditions d'agrément des organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis.

Décret du 29 mars 1999 relatif à l'allocation de cessation anticipée d'activité.

Arrêtés du 29 mars 1999 : liste des maladies professionnelles liées à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée

d'activité à l'âge de 50 ans et liste des établissements ayant fabriqué des matériaux contenant de l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité.

*Arrêté du 21 juillet 1999* modifiant l'arrêté du 29 mars 1999 fixant la liste des établissements ayant fabriqué des matériaux contenant de l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité.

*Directive de la Commission n° 1999/77/CE du 26 juillet 1999* portant sixième adaptation au progrès technique (amiante) de l'annexe I de la directive du Conseil n° 76/769/CEE du 27 juillet 1976 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres, relatives à la limitation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses.

*Loi n° 99-1140 du 29 décembre 1999*, modifiant la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998, qui définit un système de mise en retraite anticipée à 50 ans des travailleurs atteints d'affections dues à l'amiante ou ayant été exposés du fait de leur activité.

*Décret n° 2000-564 du 16 juin 2000* relatif à la protection des marins contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante.

*Arrêté du 3 juillet 2000* modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

*Arrêté du 7 juillet 2000* fixant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navale susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité.

*Arrêté du 7 juillet 2000* fixant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers.

*Arrêté du 12 octobre 2000* modifiant la liste des établissements susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

*Circulaire CNAMTS DRP n° 6/2001 du 30 janvier 2001*. Revalorisation au 1<sup>er</sup> janvier 2001 pour la gestion de l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

*Décret 2001-840 du 13 septembre 2001* modifiant les décrets n° 96-97 et 96-98 relatifs à la protection contre les expositions à l'amiante.

## Normalisation

NF X 06-023	12-97	Application de la statistique. Sélection de plans d'échantillonnage pour le contrôle par mesurage du pourcentage d'unités non conformes par mesurage.
MDHS 77		Method for the determination of hazardous substances – Asbestos in bulk materials – Sampling and identification by polarized light microscopy.
NF EN 146		Appareils de protection respiratoire – Appareils filtrants contre les particules à ventilation assistée avec casque ou cagoule. Exigences, essais, marquage.

NF EN 147	Appareils de protection respiratoire – Appareils filtrants contre les particules à ventilation assistée avec masques complets, demi-masques ou quarts de masques. Exigences, essais, marquage.
NF EN 149	Appareils de protection respiratoire – Demi-masques filtrants contre les particules. Exigences, essais, marquage.

## Organismes

Institut national de recherches et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS).  
Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS).

Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics. (OPPBTP).  
Inspection du travail.

## Sites internet

<http://www.santé.gouv.fr/amiante>